

## Déclaration

# Déclaration sur l'Ukraine

Document adopté par le Comité exécutif d'industriAll Europe  
Bruxelles, 24 mars 2022

Conjointement avec la CES et le mouvement syndical international, industriAll European Trade Union condamne fermement l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui constitue une violation du droit international. Nous exhortons la Russie à respecter l'intégrité et la souveraineté territoriales de l'Ukraine, à cesser immédiatement les opérations militaires ainsi qu'à procéder au retrait des troupes russes du territoire ukrainien au profit du dialogue et de pourparlers de paix.

IndustriAll Europe appelle les institutions européennes à faire tout leur possible pour obtenir un cessez-le-feu et à entreprendre une action diplomatique pour initier un processus de paix.

Nous sommes pleinement solidaires du peuple ukrainien, de nos frères et sœurs du mouvement syndical et des travailleurs victimes de la guerre. Nous condamnons la répression à laquelle sont confrontés ceux qui, en Russie et en Biélorussie, font entendre leur voix et manifestent courageusement pour la paix.

L'ampleur du mouvement de solidarité dont notre société fait preuve envers le peuple ukrainien est à la fois inédite et poignante. Les syndicats ont mobilisé leurs propres ressources de manière concrète tant sur le plan financier que politique. Les syndicats et leurs membres ont ouvert les portes de leurs locaux et de leurs maisons aux réfugiés, participent activement aux efforts humanitaires déployés à travers l'Europe et versent des dons à plusieurs fonds de solidarité. Ces élans de solidarité témoignent de ce que l'humanité a de meilleur. Nous espérons que cette générosité marque un changement majeur dans les politiques d'asile.

Nous condamnons les faits de racisme et de xénophobie dont sont victimes les citoyens fuyant la guerre. L'asile doit être accordé à tous ceux qui en ont besoin.

Aux côtés de la CES, industriAll Europe appelle les gouvernements nationaux à accueillir tous les réfugiés et les personnes fuyant l'Ukraine et d'autres pays, y compris la Russie et la Biélorussie, indépendamment de leur nationalité et leur statut migratoire. Ces personnes doivent pouvoir bénéficier de tous les droits à la mobilité au sein de l'UE, sans avoir besoin de passeport biométrique. Des mesures adéquates d'accueil et d'intégration doivent être mises en place dans tous les pays de l'UE, et tous les États membres et gouvernements doivent jouer un rôle essentiel dans la prise en charge des réfugiés.

La directive sur la protection temporaire, activée en mars 2022, doit être pleinement mise en œuvre dans toute l'UE. L'ensemble des droits inclus dans la directive doit être garanti. Il est notamment question de l'accès au marché de l'emploi, à un logement, aux soins de santé, à l'éducation et à l'aide sociale pour les

ressortissants ukrainiens, leurs proches, les apatrides et les ressortissants de pays tiers ayant bénéficié d'une protection internationale ou équivalente en Ukraine. Les Etats membres doivent étendre la protection temporaire aux ressortissants de pays tiers résidant légalement en Ukraine et qui ne sont pas en mesure de retourner en toute sécurité dans leur pays ou région d'origine.

Nous demandons aux Etats européens qui accueillent des réfugiés de porter une attention particulière aux femmes et aux enfants réfugiés en raison de leur vulnérabilité face à la violence et à l'exploitation sexuelles. Tous les gouvernements ont le devoir de leur fournir une protection et d'empêcher tout autre préjudice.

Les Etats membres sont en charge de l'intégration réussie des migrants sur le marché de l'emploi, facilitant ainsi leur intégration dans la société. Les employeurs, les syndicats et les organismes locaux doivent travailler en étroite collaboration avec les autorités publiques pour favoriser l'intégration et éviter l'exploitation par le travail.

La guerre en Ukraine a déjà des retombées qui vont au-delà de la terrible crise humanitaire à laquelle nous assistons. Tant la guerre que les sanctions ont un impact sur la sécurité énergétique, les chaînes d'approvisionnement et le commerce ainsi que sur l'augmentation du coût de la vie. IndustriAll Europe appelle donc l'UE à atténuer les répercussions négatives sur les citoyens, les travailleurs et les secteurs les plus touchés.

IndustriAll Europe suit de près l'impact de la guerre sur nos industries et nos membres. De nombreuses entreprises arrêtent la production et reprennent des mesures de chômage partiel pour les travailleurs des sites touchés. Il est donc urgent que l'UE et les gouvernements nationaux réactivent les instruments de chômage temporaire, notamment le programme SURE, pour soutenir l'emploi.

La question de sécurité énergétique préoccupe plus que jamais nos industries et tous les travailleurs en Europe. La crise actuelle des prix de l'énergie a été aggravée par les actions menées par la Russie et la guerre en Ukraine. Tous les moyens disponibles doivent être mis en œuvre pour garantir l'accès à une énergie abordable pour tous dans les mois à venir. L'énergie est fondamentale pour la prospérité et le bien commun. L'Europe ne peut pas remplacer du jour au lendemain les carburants et l'électricité importés de Russie. L'efficacité énergétique, le renforcement des efforts de diversification de l'approvisionnement, l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, l'utilisation d'unités existantes de production d'électricité bas carbone, les obligations de stockage ainsi que l'utilisation des ressources énergétiques nationales disponibles doivent figurer parmi les priorités de l'UE en vue de préparer l'Europe à l'hiver prochain. Pour ce faire, il est urgent de mettre en place les conditions-cadres nécessaires pour garantir aux investisseurs la certitude et la prévisibilité, par exemple en accélérant les procédures d'autorisation et en convenant rapidement des critères de certification pour le gaz et l'hydrogène bas carbone et renouvelables. L'UE doit tirer les leçons de la crise énergétique et éviter de passer d'une forme de dépendance (gaz naturel russe) à une autre (importations d'hydrogène d'un autre groupe de pays). À cet égard, l'initiative REPower Europe est cruciale.

Cette crise ne fait que renforcer notre détermination à atteindre la souveraineté en matière d'énergie propre de manière socialement juste. Nous devons mener à bien le programme du pacte vert pour décarboner nos économies et atteindre rapidement une autonomie énergétique. Les investissements dans les infrastructures et les systèmes de production énergétiques en Europe doivent être maintenus et augmentés de toute urgence. Une stratégie économique européenne globale est indispensable. La justice sociale et une société plus égalitaire sont les fondements de la démocratie et de la paix. L'UE doit mettre en œuvre le plan d'action du Socle européen des droits sociaux, en améliorant la couverture des

négociations collectives en Europe. La guerre en Ukraine ne peut servir de prétexte pour saper les efforts visant à atteindre une transition juste et à garantir des emplois décents en Europe.

Les syndicats font partie du mouvement mondial pour la paix. Nous avons un rôle à jouer dans la construction de la paix, à commencer par l'unification du mouvement syndical mondial. Ce n'est qu'à travers le dialogue et la diplomatie que la paix peut prospérer. Nous sommes prêts à travailler avec l'UE, les gouvernements ainsi qu'au sein de notre mouvement syndical et de notre société.